

COVID-19 - Royaume-Uni : Impacts sur le secteur de la pêche britannique

Résumé

Le secteur est affecté de différentes manières par la baisse de la demande, les mesures de distanciation sociale et des difficultés dans la chaîne d'approvisionnement.

Le secteur bénéficie de mesures mises en place par les professionnels et de l'effet des mesures d'aide générale du gouvernement mais réclame des aides plus ciblées.

Le 19 mars, dans un débat à la Chambre des Communes, l'opposition rapportait l'inquiétude des pêcheurs et de leurs organisations représentatives dans tout le Royaume-Uni. Il était alors noté que la semaine précédente, la valeur marchande du poisson débarqué par les **pêcheurs britanniques avait chuté de 20 % par rapport à la normale**. La viabilité de l'industrie de la pêche britannique, en particulier pour les petits bateaux, était en question avec des petits pêcheurs qui indiquaient qu'ils risquaient de faire faillite dans les deux prochaines semaines.

1/. Le secteur de la pêche britannique est affecté ou ralenti par la baisse de la demande, les mesures de distanciation sociale et des difficultés tout au long de la chaîne d'approvisionnement

Le secteur de la pêche est affecté de différentes façons :

- **le marché du poisson et des crustacés a déjà été fortement touché** (notamment avec chute des prix du marché du crabe avec la baisse de la demande chinoise, langoustines en surstock, baisse des prix du poisson blanc en raison de difficultés logistiques et impact du confinement en Italie, en Espagne et en France sur certaines pêcheries saisonnières¹ – seiche, crabes et homards);
- les mesures du gouvernement britannique, bien que certaines prenaient seulement la forme de recommandations jusqu'ici, ont un effet supplémentaire :
 - les mesures visant à l'auto-isolément en cas de symptômes pourraient affecter les unités de transformation du poisson, de même que celles qui visent à encourager la distanciation sociale,
 - en particulier, la **fermeture des pubs, restaurants et comptoirs à poisson des supermarchés annoncée le 20 mars, réduit fortement la demande nationale**, même si les livraisons à domicile pourraient créer des nouvelles opportunités.
 - le **renforcement des mesures de confinement annoncé lundi 23 mars par le Premier Ministre britannique (avec pouvoirs de police pour les faire respecter)** pourrait avoir un impact encore plus fort.
- le secteur fait face à des **goulots d'étranglement tout au long de la chaîne d'approvisionnement**. Ainsi, si les pêcheurs de crevettes écossais pourraient utilement fournir les supermarchés britanniques, les usines de transformation ont déjà atteint les limites de leur capacité. Dans leur mouvement de sur-

stockage, les consommateurs britanniques préfèrent les produits en conserve ou surgelés. Or, les capacités britanniques en la matière sont déjà saturées.

Il convient également de noter que la réorientation de la pêche vers le marché national pour compenser les pertes à l'export n'est pas aisée. Les consommateurs britanniques ne sont pas prêts à payer aussi cher les produits de la pêche que les marchés à l'exportation. Les ventes nationales de certains poissons ou crustacés, à un prix acceptable pour les consommateurs, ne seraient pas en mesure de couvrir les coûts des pêcheurs.

2/. Tandis que le secteur tente de s'adapter spontanément, les mesures générales du gouvernement britannique ne semblent répondre qu'en partie aux besoins

Les organisations représentatives du secteur notaient que les entreprises individuelles et les organisations professionnelles adoptaient leurs propres mesures afin d'atténuer les impacts de la pandémie. Ces initiatives visent notamment à éviter d'inonder le marché et déclencher un effondrement des prix (circuits plus courts, échelonnement et planification des débarquements, réduction des quantités débarquées).

En outre, les mesures générales adoptées par le gouvernement en réponse aux dommages sanitaires et économiques que la pandémie risque de générer ne répondent qu'en partie aux besoins du secteur.

- **Activités clés :** les employés des industries alimentaires ont été désignés comme des travailleurs clés (« essential workers »), au même titre que ceux employés dans le secteur des transports. Ils sont donc à ce titre exemptés de certaines exigences de distanciation sociale (par exemple, ils ne subiront pas l'effet de la fermeture des écoles puisque leurs enfants doivent normalement toujours être accueillis).

Cela devrait en partie contribuer à ce que les chaînes d'approvisionnement restent opérationnelles, malgré l'impact des mesures de confinement/distanciation sociale.

- **Mesures de soutien du gouvernement :** l'intervention du gouvernement visant à soutenir les personnes ayant un emploi salarié en couvrant 80 % du salaire de chaque travailleur (jusqu'à 2 500 £ par mois) ne sera pas accessible aux travailleurs indépendants, y compris donc aux pêcheurs qui sont pour partie indépendants.

3/. Le secteur réclame des mesures supplémentaires

Le secteur travaille avec le gouvernement (une task force bipartite a été créée) à un programme d'aide sectoriel afin :

- de maintenir les chaînes d'approvisionnement opérationnelles, autant que faire se peut, y compris en identifiant des marchés alternatifs pour l'export,
- d'assurer la pérennité de l'activité des navires et équipages contraints de rester à quai avec la mise en place de mesures de soutiens direct et indirect.

On peut noter que les fédérations professionnelles (National Federation of Fishermen Organizations) plaident notamment pour :

- la suspension des mesures de reconstitution des stocks de cabillaud actuellement en cours d'élaboration dans le cadre de la Fisheries Bill² (arguant que la baisse de la demande de poisson réduira directement la pression de pêche sur le cabillaud et se substituera aux mesures restrictives),
- l'adaptation de l'obligation de débarquement, mesure rendue obligatoire par la Politique Commune de la Pêche et très controversée chez les pêcheurs britanniques (arguant en particulier du risque d'étranglement dans les pêcheries mixtes qui pourraient devoir immobiliser leurs flottes si le quota pour une espèce mineure est épuisé),
- la suppression des freins à l'aide au stockage pour le poisson retiré du marché et temporairement congelé,
- l'accès à l'aide européenne à l'immobilisation bien que le RU ne soit plus officiellement un État membre de l'UE (arguant de la contribution britannique au budget de l'UE en 2020, une aide à l'immobilisation est demandé via le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, FEAMP³)

Commentaire :

L'impact du COVID-19 sur le secteur de la pêche au R-U. est à ce stade principalement un problème de demande (plutôt que de poursuite de la production), même si les mesures de distanciation obligent les producteurs à s'adapter. Cette crise révèle cependant les fragilités du modèle britannique de la pêche qui repose sur un paradoxe. Les Britanniques exportent ce qu'ils pêchent et importent ce qu'ils consomment. Le secteur est donc fortement dépendant des marchés à l'export, plus rémunérateurs que le marché national, et il existe un goulot à l'échelon transformation au sein de la chaîne d'approvisionnement, qui seront des points de faiblesses du secteur post-Brexit./.

1 Par exemple, la compagnie Aqua Mar, à Jersey, qui achète du poisson pour l'export vers l'Italie et l'Espagne, a fermé en raison des mesures de restrictions mises en place dans ces deux pays. 25 pêcheurs approvisionnaient cette entreprise de 8 personnes.

2 La Fisheries Bill, projet de loi sur la pêche, actuellement en lecture à la Chambre des Lords vise notamment à :

- fournir le cadre juridique permettant au Royaume-Uni de fonctionner comme un État côtier indépendant après que le Royaume-Uni aura quitté l'UE et la politique commune de la pêche (PCP),
- restreindre l'accès des navires étrangers aux eaux britanniques,
- protéger l'écosystème marin du RU en étendant les pouvoirs de l'Organisation de gestion marine (MMO) et des ministres écossais et gallois.

3 Fin 2019, le gouvernement britannique avait confirmé que le financement soutenu par le FEAMP serait garanti. En outre, il avait alloué 37,2 millions de livres sterling supplémentaires pour soutenir le secteur pendant la transition hors de l'UE et s'était engagé à financer quatre régimes de subventions nationaux au Royaume-Uni à partir de 2021 (14,7 millions disponibles en Angleterre, et 22,5 millions supplémentaires répartis entre les administrations décentralisées : 16,5 millions en Écosse, 2,4 millions au Pays de Galles et 3,6 millions en Irlande du Nord, les administrations décentralisées étant responsables de l'administration de leurs allocations). Il s'était également engagé à des mesures de soutien de 320 millions de livres sterling pour le secteur de la pêche britannique de 2016 à 2022.